



## Impact de l'essor minier et pétrolier sur le marché du travail et le développement économique au Niger

Par Saadatou Sangare Alkassoum, Youssoufou Hamadou Daouda, Mamane Boukari and Fatimata Ousseini

*En 2012, ayant obtenu l'appui financier du Département du Royaume-Uni pour le Développement international (UK Aid) et du Centre de recherche en développement international (CRDI) du Canada, PEP a lancé un nouveau programme de recherche et renforcement des capacités pour « l'analyse de politiques liées à la croissance et l'emploi » dans les pays en développement.*

*Ce document résume les principaux objectifs et résultats issus de l'un des projets sélectionnés et soutenus dans le cadre de la première compétition et phase du programme (2013-2014).*

### **Cette étude vise à évaluer les options d'utilisation des revenus miniers/pétroliers et leur impact sur le développement économique et l'emploi au Niger**

#### **Contexte de boom minier/pétrolier et développement économique au Niger**

Le Niger est à la fois un pays riche en uranium et en pétrole. L'uranium constituant la principale ressource minière en exploitation, le pays connaît, depuis 2007, une intensification de l'exploration et l'exploitation de nouveaux gisements de pétrole dont la production, qui a débuté en 2011, lui offre des perspectives économiques intéressantes.

Toutefois, la détention de richesses naturelles n'est pas une condition suffisante au processus de développement « global » d'un pays. Le lien entre ressources naturelles et développement économique fait d'ailleurs l'objet d'une attention croissante dans la littérature. Deux grandes tendances en émergent : pour certains, la dépendance vis-à-vis des ressources naturelles présente un effet négatif sur la croissance et la compétitivité des secteurs non extractifs (Sachs et Warner, 2001). Pour d'autres, les ressources naturelles peuvent avoir des effets positifs sur le développement économique, à condition que les pays qui en sont détenteurs renforcent leur capital humain, les investissements productifs, et les institutions (Acemoglu et al. 2004 ; Robinson et al. 2005).

Pour le Niger, l'intérêt d'aborder certains enjeux du développement à partir du secteur minier et pétrolier réside principalement dans le paradoxe évident entre le fait de détenir de si



grandes richesses naturelles (uranium, pétrole, etc.) et l'ampleur de son niveau de pauvreté. En effet, les politiques mises en œuvre au Niger depuis les années 70-80 en réponse au boom minier (uranium et charbon) ne semblent pas avoir été suffisamment efficaces pour impulser et soutenir le développement économique du pays. De même, les réformes de l'Etat n'ont pas réussi à améliorer le climat des affaires ou atténuer les risques généralement associés au secteur des industries extractives. Ces risques concernent notamment la vulnérabilité à la demande internationale d'uranium, ainsi que le spectre du syndrome hollandais en termes d'appréciation du taux de change réel entraînant la détérioration de la compétitivité internationale du Niger (FMI, 2012).

Il est attendu que la capacité de l'industrie minière à générer des effets/contributions positifs et visibles, en matière de développement économique, dépend de l'importance des revenus qui échoient à l'État. Mais elle dépend également de la capacité du secteur extractif à créer des emplois et à promouvoir des effets d'entraînement économique sur le reste de l'économie nationale.

## Objectif et méthodes

Une équipe de chercheurs locaux a fait appel au soutien financier et technique/scientifique du PEP afin de construire un modèle en équilibre général calculable (EGC) de l'économie nigérienne et, sur la base de ce modèle, évaluer les options d'utilisation des revenus miniers/pétroliers, en fonction de leur impact sur le développement économique et l'emploi au Niger.

L'initiative survient d'ailleurs, et notamment, dans un contexte d'accroissement du stock de capital extractif fondé sur les évolutions escomptées des investissements directs étrangers sur la période 2012-2017.

Les chercheurs ont donc utilisé le nouveau modèle EGC pour réaliser deux types de simulations :

- La première simulation visait à analyser les effets du développement minier et pétrolier sur les variables économiques et le marché de l'emploi à l'échelle nationale.
- Tandis que la seconde visait à estimer l'impact de l'instauration potentielle d'un mécanisme de soutien à la production agricole, ainsi que de la mise en œuvre d'une politique de subvention au secteur de l'industrie, sous forme d'allègement des charges de consommation d'électricité.

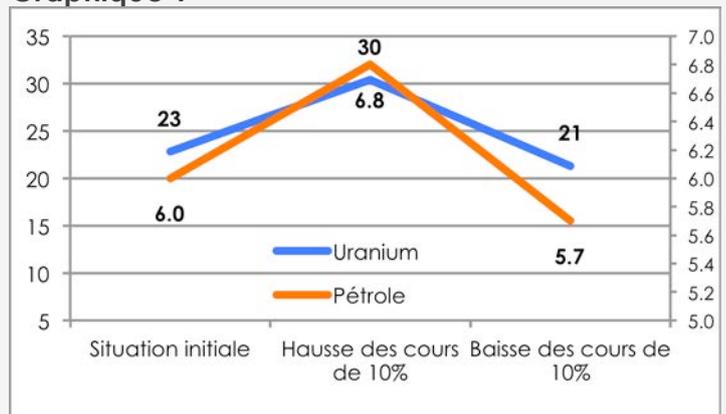
## Principaux résultats

Les résultats de l'étude montrent que les ressources minières et pétrolières ne conduisent pas systématiquement à un syndrome hollandais si l'Etat met en œuvre les politiques qu'il faut dans les secteurs appropriés.

Mais en l'absence de politiques ciblées, la hausse des exportations extractives entraîne inévitablement une perte de compétitivité des autres secteurs de l'économie qui peuvent nuire à la croissance économique à long terme.

Ainsi, si la hausse des coûts peut avoir des effets positifs sur l'économie, leur baisse conduit à des effets négatifs plus importants. Voir le graphique 1.

Graphique 1

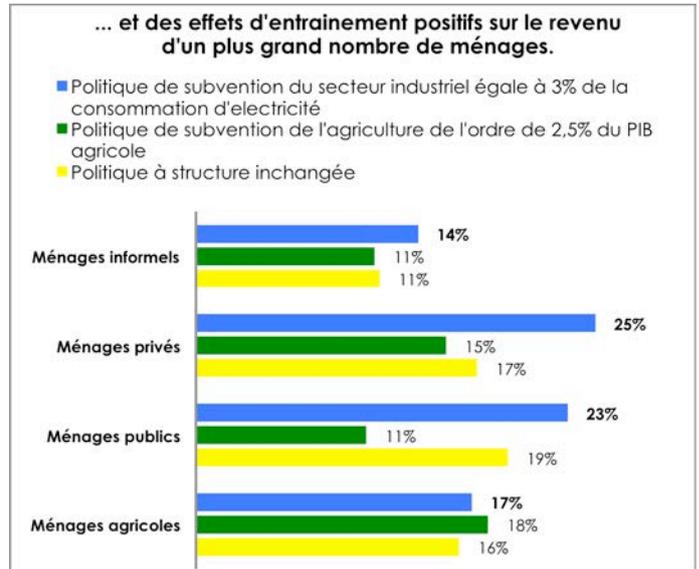
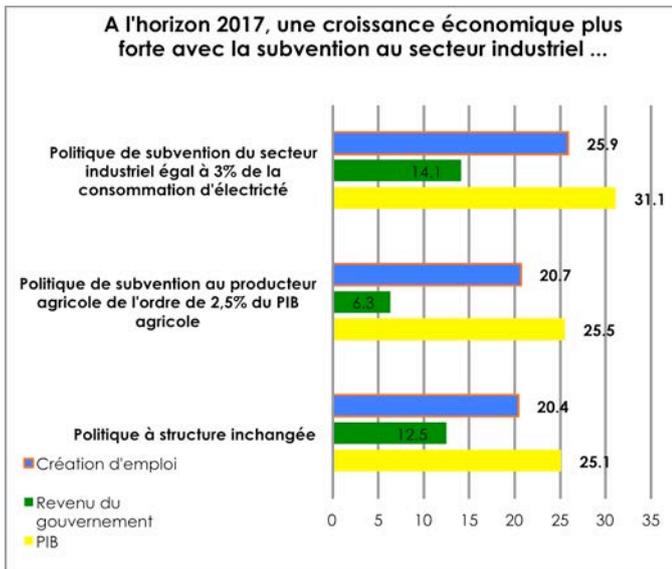


Dans le cas où des choix de politiques sont émis, les résultats montrent que :

1. Une subvention de l'agriculture (de l'ordre de 2,5% de la valeur ajoutée agricole), à l'horizon 2017, a des effets bénéfiques sur la production agricole, permettant de résorber le problème de l'insécurité alimentaire, même si l'effet global sur l'économie n'est pas significatif.
2. Une subvention de l'électricité conduit de son côté à un renforcement du tissu industriel et un accroissement des opportunités d'emplois.

L'effet net global, par rapport aux deux options de politique, est un renforcement du revenu du gouvernement et une création d'emplois plus forte (26%) en faveur de la 2<sup>ème</sup> option.

Voir les graphiques 2 et 3 à la page suivante.



## Implications pour les politiques

Les résultats des simulations mises en œuvre dans le cadre de la présente recherche offrent aux décideurs nigériens certaines pistes de réflexion et d'actions possibles en matière de politiques en faveur du développement économique du pays. Les principaux enseignements sont les suivants:

1. Les décisions d'expansion du secteur minier et pétrolier doivent être confrontée à l'analyse des prix mondiaux à l'exportation. L'étude établit que les effets positifs qui découlent d'une telle expansion peuvent s'annuler pour peu que les prix mondiaux à l'exportation ne soient pas favorables.
2. Les revenus miniers et pétroliers devraient être utilisés, en partie, de manière à soutenir le secteur industriel à travers une politique de subvention de leur consommation d'électricité, étant donnée que les bénéfices d'une telle politique sont énormes en termes de croissance économique et d'accroissement du bien-être du plus grand nombre des ménages.
3. Pour générer plus d'emplois dans l'économie, une politique de subvention à la consommation d'électricité du secteur industriel est plus appropriée comparativement à une politique de subvention aux producteurs agricoles.

Ce document résume le projet **MPIA-12453**, réalisé grâce à l'appui technique/scientifique du Partenariat pour les politiques économiques (PEP) et au soutien financier du Gouvernement britannique (UK Aid) et du CRDI du Canada.

Pour en apprendre davantage sur les méthodes et résultats de cette étude, veuillez consulter le [cahier de recherche 2015-04](#)

